



Lettre ouverte à Madame Carole DELGA-Présidente du Conseil Régional Occitanie

Le

STOP A L'ECONOMIE DE GUERRE AU NIVEAU NATIONAL ET REGIONAL

Le président Emmanuel Macron a prévenu de la nécessité d'engager la France dans une **économie de guerre**, avec l'augmentation de 118 milliards d'euros de la future Loi de Programmation militaire (LPM) 2024/2030 (Budget Total : 413 milliards d'euros) .

NON la guerre n'est pas la seule issue ! OUI la paix demeure le seul chemin possible et raisonnablement acceptable.

L'argent qui « n'existait pas » pour augmenter les salaires et le point d'indice des fonctionnaires, pour abroger la contre-réforme des retraites, sort magiquement des caisses de l'État pour alimenter les milliards d'euros qui financeront l'industrie militaire.

Toujours plus de crédits pour les canons et les chars et moins pour nos écoles, nos hôpitaux, nos services publics, nos conditions de travail.

C'est bien tout le **modèle social** Français qui sera remis en cause par ces coupes budgétaires justifiées par le contexte international et la probabilité de guerres à venir.

Pour les fonctionnaires les régressions ont déjà commencé avec la mise en place dès le premier mars 2025 par la dernière loi de finance de la Sécurité Sociale, de l'indemnisation à 90 % (et non plus à 100 % comme jusqu'à présent) du traitement indiciaire durant les trois premiers mois de maladie.

Ils ne s'arrêteront pas là et il est fort à parier que le gouvernement de Monsieur François BAYROU (ou un autre) exige de nouveaux efforts aux fonctionnaires notamment sur la perte de jours de congés et d'indemnisation en cas de maladie.

Alors que la défense n'est pas une compétence des collectivités locales, certaines ont fait le choix de contribuer à cette surenchère d'investissements dans le « militaire ».

C'est malheureusement celui-ci qui a été fait par la Présidente Carole DELGA.

Dans le communiqué de presse du 25 mars 2025, le message est on ne peut plus clair : **« L'Occitanie sera un acteur clé du réarmement et de la souveraineté européenne, et la Région y contribuera ! »**

Alors que dans les différents groupes de travail et instances de notre collectivité, **l'Administration ne cesse de rabâcher que le Budget est « contraint »**, que les ressources sont rares et précieuses, que les économies « nécessaires » ; nous apprenons dans le même communiqué que 200 Millions d'Euros seront mobilisés par la Région pour la défense et le réarmement sur la période 2025-2030.

200 millions qui auraient pu être mobilisés pour l'acquisition de nouveaux TER, la rénovation de Lycées, l'accompagnement des acteurs de la Culture en proie à de grosses difficultés....

Cette annonce aura forcément des conséquences politiques sur les acteurs locaux de notre Région qui ont vu leurs subventions baissées et les investissements se réduire sur l'autel de l'austérité budgétaire.

Des répercussions également dévastatrices chez les agents régionaux à qui dans le même temps on octroie un RIFSEEP au rabais (ARL) ou on refuse l'indemnité Télétravail (ASG).

A partir de maintenant le Conseil Régional ne pourra plus opposer la question financière et surfer sur l'austérité budgétaire aux revendications des agents puisque la démonstration est faite que l'argent existe.

Le syndicat CGT demande donc à la Présidente du Conseil Régional la réaffectation de ces 200 millions sur les compétences obligatoires de la Région, sur nos services publics ainsi que sur le pouvoir d'achat des agents (augmentation du RIFSEEP, Indemnités, Subvention COS ...).

Le syndicat CGT Conseil Régional Occitanie